**Le besoin d'arbitrage dans la gouvernance de la transition équitable**

Sanda Nicola[[1]](#endnote-1) et Serge SCHMITZ[[2]](#endnote-2)

**Session 3 : « La transition écologique : expérimentations démocratiques en tension »**

Pour atteindre les objectifs de réduction des gaz à effet de serre, la sortie du charbon est présentée comme une nécessité. Par conséquent, la transition vers d'autres modèles économiques est en cours dans les communautés minières de toute l'Union européenne, et la Commission européenne a mis en place des fonds spéciaux pour protéger les communautés vulnérables, accessibles dans le cadre institutionnel de la « transition équitable ». Les scénarios de fermeture de mine réussis impliquent une présence humaine continue avec des rendements économiques, et décider de l'activité économique post-minière la plus appropriée peut nécessiter des années de recherche et de consultation avec les parties prenantes. Grâce au Fonds pour la « transition équitable » et à d'autres instruments financiers, certaines opportunités de développement s'ouvrent pour les régions mono-industrielles, cependant les relations de pouvoir entre les acteurs locaux peuvent altérer les processus démocratiques nécessaires pour concevoir l'avenir vert d'une région. Compte tenu de l'ampleur et de la complexité des défis, plus tôt les acteurs étatiques ou non étatiques anticipent, acceptent et mettent en œuvre des mesures pour amortir le choc de la transition, meilleurs seront les résultats. Si la transition va être un processus très décousu, les racines de cette situation pourraient être trouvées dans les intérêts divergents des parties prenantes. Cet article se concentre sur la vallée de Jiu, un bassin houiller roumain qui a été industrialisé de manière beaucoup trop ambitieuse par le dictateur communiste Nicolae Ceaușescu, puis désindustrialisé de manière chaotique par les régimes postsocialistes. Partant du postulat que la bonne transition pourrait être une chance pour une relance durable du territoire, nous démontrerons la nécessité d'un arbitrage dans le jeu de pouvoir entre les différents acteurs. Cet article examine également la nature politique et géographique de la transition vers l'économie verte.

1. Doctorante en Sciences Géographiques – Département de Géographie de l'Université de Liège, Laboratoire pour l'analyse des lieux, paysages et campagnes européens (Laplec, UR Sphères) [↑](#endnote-ref-1)
2. Professeur, docteur en Sciences (1999) – Département de Géographie de l'Université de Liège, Laboratoire pour l'analyse des lieux, paysages et campagnes européens (Laplec, UR Sphères)

**Biographie :**

Sanda Nicola est actuellement doctorante en sciences géographiques au Laplec/UR SPHERES, mais avant de se consacrer à une carrière universitaire, elle a été correspondante de presse internationale.

Diplômée d'une faculté des sciences sociales et politiques, d'une maîtrise en tourisme et développement régional, ainsi que d'études supérieures en psychopédagogie, elle a choisi d'utiliser cette transdisciplinarité déjà acquise dans sa thèse de doctorat.

Dirigée par le professeur de géographie Serge Schmitz, son projet de recherche porte sur les méthodes d'accompagnement de la transition vers l'économie verte dans les régions périphériques. [↑](#endnote-ref-2)